

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société à octroyer une subvention maximale de 1 267 206 \$ à l'Office municipal d'habitation de Québec, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour le remboursement de prêts contractés lors de la réalisation d'un programme d'habitations à loyer modique assujéti à l'entente fédérale-provinciale de 1971 sur le logement social;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une entente à conclure entre la Société et l'Office municipal d'habitation de Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE la Société d'habitation du Québec soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 1 267 206 \$ à l'Office municipal d'habitation de Québec, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour le remboursement de prêts contractés lors de la réalisation d'un programme d'habitations à loyer modique assujéti à l'entente fédérale-provinciale de 1971 sur le logement social;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une entente à conclure entre la Société et l'Office municipal d'habitation de Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76778

Gouvernement du Québec

Décret 373-2022, 23 mars 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 5 198 880 \$ à l'Office municipal d'habitation de Montréal, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour le remboursement de prêts contractés lors de la réalisation d'un programme d'habitations à loyer modique assujéti à l'entente fédérale-provinciale de 1971 sur le logement social

ATTENDU QU'à la suite de la conclusion de l'entente fédérale-provinciale de 1971 sur le logement social entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Office municipal

d'habitation de Montréal a contracté des prêts auprès de la Ville de Montréal pour payer une part de 5 % des coûts de réalisation d'un programme d'habitations à loyer modique qui a eu pour résultat la construction de 71 ensembles immobiliers d'habitations à loyer modique;

ATTENDU QU'une tranche de 289 250 \$ de ces prêts est échue depuis 2021 et que des tranches viendront à échéance à partir de 2022, soit 265 913 \$ en 2022, 77 317 \$ en 2023, 65 081 \$ en 2024, 1 665 584 \$ en 2026, 270 468 \$ en 2027, 297 501 \$ en 2028, 1 917 977 \$ en 2029, 86 109 \$ en 2032 et 263 680 \$ en 2033;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) la Société d'habitation du Québec a pour objet de mettre à la disposition des citoyens du Québec des logements à loyer modique ou à loyer modeste;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2^o de l'article 3.2 de cette loi, pour la réalisation de ses objets, la Société d'habitation du Québec peut accorder des subventions dans le domaine de l'habitation;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société d'habitation du Québec à octroyer une subvention maximale de 5 198 880 \$ à l'Office municipal d'habitation de Montréal, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour le remboursement de prêts contractés lors de la réalisation d'un programme d'habitations à loyer modique assujéti à l'entente fédérale-provinciale de 1971 sur le logement social;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une entente à conclure entre la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE la Société d'habitation du Québec soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 5 198 880 \$ à l'Office municipal d'habitation de Montréal, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour le remboursement

de prêts contractés lors de la réalisation d'un programme d'habitations à loyer modique assujetti à l'entente fédérale-provinciale de 1971 sur le logement social;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une entente à conclure entre la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76779

Gouvernement du Québec

Décret 374-2022, 23 mars 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 30 000 000 \$ à la Ville de Montréal, au cours de l'exercice financier 2021-2022, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation

ATTENDU QUE des projets d'habitation, sur le territoire de la ville de Montréal, requièrent un soutien financier;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4^o de l'article 7.0.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1), en tant que responsable de l'habitation, les fonctions et pouvoirs de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation consistent plus particulièrement à favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation à octroyer une subvention maximale de 30 000 000 \$ à la Ville de Montréal, au cours de l'exercice financier 2021-2022, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront prévues dans une convention de subvention à intervenir entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du

Québec et la Ville de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention de subvention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 30 000 000 \$ à la Ville de Montréal, au cours de l'exercice financier 2021-2022, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une convention de subvention à intervenir entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention de subvention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76780

Gouvernement du Québec

Décret 375-2022, 23 mars 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 2 397 587 \$ à la Municipalité du village de Val-David, au cours de l'exercice financier 2021-2022, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation

ATTENDU QUE des projets d'habitation, sur le territoire de la municipalité du village de Val-David, requièrent un soutien financier;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4^o de l'article 7.0.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1), en tant que responsable de l'habitation, les fonctions et pouvoirs de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation consistent plus particulièrement à favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;